



Manon Aubry, Membre du Parlement européen, co-présidente de La Gauche

Anne-Sophie Pelletier, Membre du Parlement européen, La Gauche

Monsieur le Président du Conseil européen, **Charles Michel**
Madame la Présidente de la Commission européenne, **Ursula von der Leyen**

Monsieur le Vice-président de la Commission européenne et
Haut représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la
politique de sécurité, **Josep Borrell**

Monsieur le Représentant spécial de l'Union européenne pour
les Droits de l'homme, **Eamon Gilmore**

Bruxelles, le 7 juin 20201

Objet : Appel des membres du Parlement européen à protéger les droits des travailleurs migrants au Qatar et à cesser de criminaliser les défenseurs des droits humains Malcolm Bidali et d'autres défenseurs des droits humains

Nous, les membres soussignés du Parlement européen, exprimons notre profonde inquiétude face aux violations systématiques des droits humains des travailleurs migrants au Qatar. Nous vous demandons de vous joindre à notre appel pour que le Qatar cesse de criminaliser les défenseurs des droits humains et en particulier qu'il abandonne toute poursuite pénale contre l'agent de sécurité et défenseur des droits des travailleurs Malcolm Bidali.

La préparation de la Coupe du monde de football 2022 a jeté une lumière crue sur la situation désastreuse des travailleurs migrants au Qatar. Selon une enquête de The Guardian, depuis que le Qatar a été choisi pour accueillir la compétition internationale, plus de 6.750 travailleurs migrants sont morts dans le pays, dont beaucoup d'insuffisances cardiaques et respiratoires liées à des conditions de travail désastreuses.

Le gouvernement du Qatar a récemment introduit des mesures législatives censées mettre fin au « système kafala », mais ces mesures ne remettent pas en cause le pouvoir injustifiable que les employeurs détiennent sur la vie des travailleurs migrants. Environ 2 millions de travailleurs migrants, soit 95 % de la main-d'œuvre totale du Qatar, ne sont toujours pas autorisés à former des syndicats et à défendre leurs droits.



Alors que les employeurs détiennent un pouvoir disproportionné, les droits des travailleurs sont très mal protégés. Selon Amnesty International, les travailleurs migrants continuent d'être confrontés à de nombreuses confiscations de passeports, à de fréquentes violences verbales et physiques, et à des conditions de travail et de vie exténuantes, au mépris total des limitations du temps de travail. Ils sont également confrontés à des retards et des non-paiements de salaires récurrents, les mettant eux ainsi que leurs personnes à leur charge dans des situations précaires. D'importants obstacles empêchent les travailleurs d'accéder à la justice et conduisent de nombreux requérants à abandonner leurs poursuites en cours de route, sans obtenir de recours. Les employeurs sont donc rarement tenus responsables de leurs actes.

Depuis son arrivée au Qatar il y a trois ans, Malcolm Bidali, agent de sécurité kényan et défenseur des droits humains, est à l'avant-garde de la lutte des travailleurs migrants pour la justice. Il a documenté en ligne les violations des droits auxquelles sont quotidiennement confrontés les travailleurs migrants. Il a notamment raconté sa vie, logé dans un dortoir insalubre de quatre mètres sur quatre avec cinq collègues, partageant huit cabines de douche avec soixante-dix autres travailleurs, travaillant au-delà des horaires légaux et faisant face à des retards et des réductions de salaire inexplicables. Dernièrement, il a collecté et publié les réactions des travailleurs migrants aux nouvelles lois du travail introduites par le Qatar, en soulignant les lacunes. Un travail inestimable dans un pays où ces voix sont généralement réduites au silence. Il y a un mois, Malcolm Bidali a fait une présentation devant un grand groupe d'organisations de la société civile et de syndicats sur son expérience de travail au Qatar.

Mais une semaine plus tard, le 4 mai, Malcolm Bidali est enlevé par les services de sécurité de l'Etat. Il est détenu plus de trois semaines dans un lieu inconnu, sans accès à un avocat et fait l'objet d'une enquête pour des « infractions présumées liées à des paiements reçus par un agent étranger pour la création et la diffusion de désinformation ». Les organisations Amnesty International, Human Rights Watch, MigrantRights.org, FairSquare et Business & Human Rights Resource Center demandent instamment aux autorités qataries d'abandonner toutes les charges retenues contre la libération immédiate de M. Bidali, qui semble avoir été détenu et est actuellement poursuivi pour le simple exercice de ses droits humains.

Nous appelons la Commission européenne, le Conseil européen et les États membres à exhorter les autorités qataries à abandonner immédiatement et sans condition toutes les charges retenues contre la libération du défenseur des droits humains Malcom Bidali et toutes les charges potentielles retenues contre lui, car nous pensons qu'il est uniquement visé en raison de son travail pacifique et légitime en faveur des droits humains. Nous appelons la Commission européenne, le Conseil européen et les États membres à utiliser pleinement les outils à leur disposition à cette fin, conformément aux lignes directrices de l'UE sur les défenseurs des droits de l'homme. Nous les appelons également à exhorter les autorités qataries à cesser de criminaliser les défenseurs des droits humains, à garantir sa protection contre la torture et autres mauvais traitements, et à garantir le plein respect de leurs droits.



Nous appelons en outre la Commission européenne, le Conseil européen et les États membres à exhorter le Qatar à reconnaître et à protéger pleinement les droits des travailleurs migrants, y compris la liberté d'expression, la liberté de mouvement et le droit de s'organiser et de former des syndicats.

Nous appelons en outre l'Union européenne et les États membres à assumer la responsabilité des entreprises transnationales européennes qui causent, contribuent ou sont directement liées à des violations des droits de l'homme et des travailleurs au Qatar, y compris dans le cadre de l'organisation de la Coupe du monde 2022.

Nous appelons la FIFA et les fédérations nationales européennes de football à adopter des politiques en matière de droits de l'homme et à faire tout leur possible pour prévenir et traiter de manière significative les violations des droits de l'homme survenues dans le cadre de l'organisation de la Coupe du monde 2022.

Nous sommes prêts à assumer pleinement cette question en tant que parlementaires européens, notamment à demander une résolution du Parlement européen et à inviter le haut représentant/vice-président à une discussion sur la voie à suivre.

Cordialement,

Manon Aubry, Membre du Parlement européen, co-présidente de La Gauche
Anne-Sophie Pelletier, Membre du Parlement européen, La Gauche

[Liste des député·es cosignataires (46) à la page suivante]



**Liste des députés européens
co-signataires :**

Manuel Bompard, La Gauche

Leila Chaibi, La Gauche

Nikolaj Villumsen, La Gauche

Idoia Villanueva, La Gauche

Dietmar Köster, S&D

Karen Melchior, Renew

Terry Reintke, The Greens/EFA

Carles Puigdemont, Non-attached

Cornelia Ernst, La Gauche

Pascal Durand, Renew

Anne Cavazzini, The Greens/EFA

Sira Rego, La Gauche

Manu Pineda, La Gauche

Luke Ming Flanagan, La Gauche

Helmut Scholz, La Gauche

Heidi Hautala, The Greens/EFA

Viola Von Cramon-Taubadel, The Greens/EFA

Marie Toussaint, The Greens/EFA

José Gusmão, La Gauche

Martin Schirdewan, La Gauche

Mounir Satouri, The Greens/EFA

Aurore Lalucq, S&D

Raphaël Glucksmann, S&D

Stelios Kouloglou, La Gauche

Ville Niinistö, The Greens/EFA

Ernest Urtasun, The Greens/EFA

Marisa Matias, La Gauche

Petras Auštrevičius, Renew

Dimitros Papadimoulis, La Gauche

Javier Nart, Renew

Anja Hazekamp, La Gauche

Damien Carême, The Greens/EFA

Saskia Bricmont, The Greens/EFA

Malin Bjork, La Gauche

Kostantinos Arvanitis, La Gauche

Ignazio Corrao, The Greens/EFA

Dorien Rookmaker, Non-attached

Manuela Ripa, The Greens/EFA

Pernando Barrena, La Gauche

Agnes Jongerius, S&D

Miguel Urban Crespo, La Gauche

Assita Kanko, ECR

Martina Michels, La Gauche

Rosa D'Amato, The Greens/EFA

María Eugenia Rodríguez Palop, La Gauche

Lara Wolters, S&D